ADRESSE

DE LA SOCIÉTÉ

DES AMIS DE LA CONSTITUTION DE VERSAILLES,

A L'ASSEMBLÉE NATIONALE,

Le 21 juin 1792, l'an 4e. de la liberté;

IMPRIMÉE PAR ORDRE DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE.

LÉGISLATEURS,

TOUT ſemble tramer ouvertement notre ruine, tout ſemble nous préparer de nouveaux fers. Nous n'avons plus que vous; vous ſeuls pouvez nous ſauver; connoiſſez donc nos réſolutions & nos vœux.

Faites des lois ſages & conformes à la déclaration des droits, nous leur obéirons, car, ſi l'on a réſolu de nous perdre, nous avons réſolu de nous ſauver. Nulle autorité ſur la terre ne peut contraindre les hommes à vouloir leur propre ruine, & le ſalut du peuple eſt plus ſacré que les prérogatives des rois.

Pétition. N°. 47.

Vous avez décrété la formation d'un camp de vingt mille hommes aux environs de la capitale : la cour effrayée a frappé de son *veto* ce décret salutaire ; ce n'est pas un malheur, les quatre-vingt-trois départemens vont former dans leur sein de nouvelles phalanges prêtes à voler sous les murs de Paris au premier danger de la patrie : jugez par cette disposition des cœurs, commune à tout l'Empire, quelle nombreuse milice vous pouvez rassembler en un moment près de vous sous les drapeaux de la liberté ! Oh ! qu'elle seroit belle cette fédération dans laquelle nous embrasserions une seconde fois nos frères & nos amis de tous les départemens ! Qu'elle seroit utile à notre cause, & formidable à nos oppresseurs, cette réunion d'hommes libres & courageux dans ces temps où un seul citoyen, à peine érigé au commandement de nos armées, ose dicter des lois à l'Assemblée entière des représentans du peuple !

Vous comprenez, Législateurs, quel est l'homme dont nous parlons ici ; nous doutons encore qu'il soit l'auteur du criminel écrit qui vous a été adressé sous son nom. L'idée de tant de perfidie ne sauroit entrer dans notre ame ; mais, si ce général est convaincu d'avoir fait & envoyé cette lettre de dictateur, cet ouvrage de discorde & de rebellion, nous appelons toute votre sévérité sur sa tête. Toutefois nous n'attachons pas tant d'importance à un individu, que nous croyions que la liberté puisse périr par sa puissance ; nous avons plus de confiance dans tout un peuple armé pour elle : mais, pour éviter des malheurs & des crimes, il importe à la chose publique que notre fermeté apprenne à tous que nous ne souffrirons jamais qu'un homme soit au-dessus des lois : ainsi, que nulle crainte, nulle considération ne vous arrête. Si le général est coupable, votre prudence seroit une foiblesse ;

elle feroit injure à vous, au peuple françois, à une armée citoyenne, incapable de servir les projets d'un ambitieux qui voudroit s'élever sur les ruines de sa patrie. Luckner, le brave Luckner ne se concerte pas avec des intrigans pour avilir l'Assemblée nationale; il prend des villes, & bat les ennemis de son pays: voilà la conduite d'un général citoyen.

Législateurs, nous avons encore un vœu à former, mais il est moins pénible à nos ames. Les Gardes-Françoises, vous le savez, ont créé la révolution; sans eux peut-être nous n'aurions encore ni Assemblée nationale, ni patrie, ni liberté. Ce sont eux qui ont instruit & guidé notre inexpérience; rendez-nous ces braves amis, nos soutiens & nos maîtres dans le métier des armes; rendez-leur, avec leur place dans la capitale, leur habit guerrier, cet habit respectable & cher à leur cœur & au nôtre. Honorez en eux les premiers défenseurs de la liberté, c'est une justice que vous leur devez & que tout l'Empire demande avec nous. Souvenez-vous que la reconnoissance du peuple créa des héros dans tous les pays libres.

Législateurs, voilà ce que nous attendons de vous; courage, justice & grandeur, voilà ce que les François vous demandent. Marchez, & nous vous soutiendrons; guidez-nous dans le chemin de la liberté, & nous vous suivrons: sur-tout, quoi qu'il arrive, soyez inaccessibles à la terreur, car voici notre inébranlable résolution: nous vous défendrons jusqu'à la mort contre tous les méchans & tous les conspirateurs; & enfin, si la cour persiste dans ses projets destructeurs, si elle persiste à paralyser votre ouvrage, à chasser les ministres patriotes, à soutenir & protéger nos ennemis, nous nous souviendrons que la résistance à l'oppression est un des droits les plus sacrés de l'homme, & que Dieu n'a pas fait les peuples pour être dévorés par les rois.

Membres du Souverain, nous vous tenons le langage qu'il vous tiendroit lui-même s'il étoit rassemblé. Respectez notre voeu, il n'est pas mendié comme ces pétitions que l'on vous présente contre vos décrets; il est le voeu de tous les François, car les François n'ont plus qu'un esprit & qu'une ame, comme vous l'apprendrez bientôt.

Signé, TISSOT, fils aîné.

A PARIS, DE L'IMPRIMERIE NATIONALE.